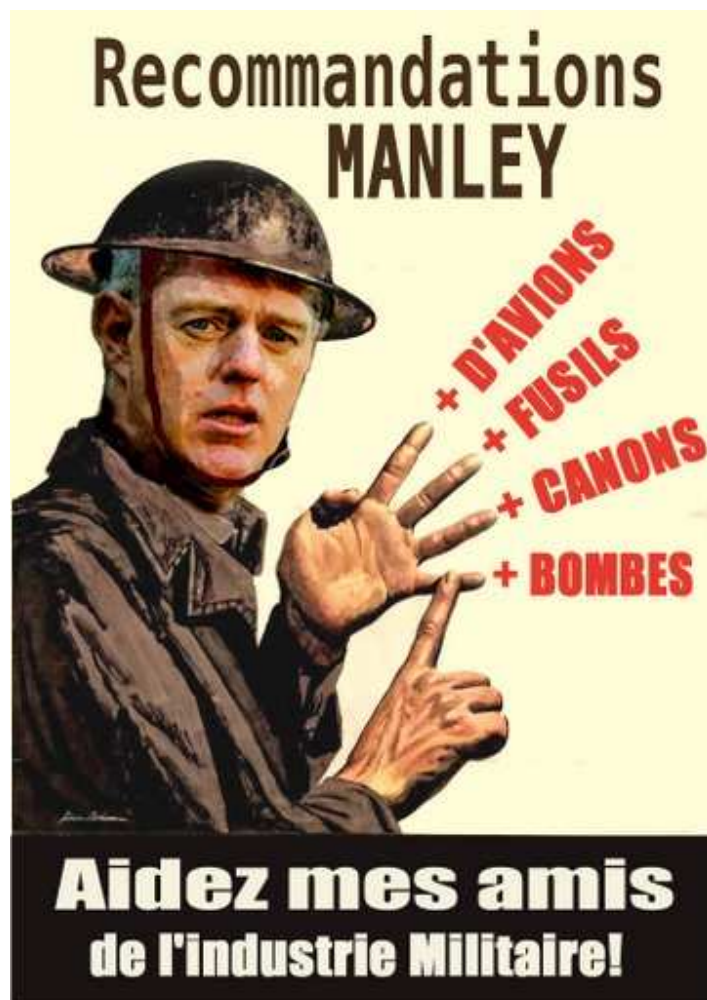


8 février 2008

Pourquoi le Groupe « d'experts indépendants » ne pouvait que recommander de poursuivre la guerre en Afghanistan ?



ou...

Qui sont ces « experts indépendants » ?

Introduction

Le but de ces notes n'est pas de faire une analyse critique du contenu du rapport et des recommandations du Comité Manley. Car cette tâche sera implicitement celle de l'ensemble de cette journée d'audiences populaires. Ce dont nous traiterons ici, c'est plutôt de l'appellation trompeuse « Groupe d'experts indépendant ». Steven Harper, en les nommant, savait très bien qui étaient les cinq membres du comité et qu'ils allaient assurément lui revenir avec les recommandations qu'il désirait. Leurs prétendues « expertise » et « indépendance » allaient par ailleurs lui aider à faire passer la pilule auprès de la population canadienne, car leur recommandation centrale de poursuivre la participation canadienne aux combats dans le sud de l'Afghanistan n'aurait rien de populaire. Mais en quoi les cinq membres de ce comité sont-ils experts au juste ? et de quoi sont-ils (ou ne sont-ils pas) indépendants ?

1. La présentation initiale du comité et ce qui en est absent

La présentation sommaire des cinq membres du Comité Manley fournie sur la page d'accueil du site Internet du comité, tirée d'un communiqué officiel du gouvernement conservateur, ne dit que ceci :

Cinq éminents Canadiens ont été appelés à faire partie du groupe : John Manley, ancien vice-premier ministre du Canada et ministre des Affaires étrangères qui agira à titre de président; Derek Burney, ancien ambassadeur du Canada aux États-Unis; Pamela Wallin, ancienne consule générale du Canada à New York; Paul Tellier, ancien greffier du Conseil privé, et l'honorable Jake Epp, ancien membre du Cabinet fédéral.

Cette présentation ne mentionne que leur rôle politique ou diplomatique. Aucune mention du secteur de la société canadienne auquel ils appartiennent tous, celui des grands milieux d'affaires; et surtout aucune mention de leur implication commune et profonde dans l'approfondissement du partenariat stratégique – y compris du partenariat militaire – avec les États-Unis après les attentats du 11 septembre et, en particulier, après le refus du gouvernement Chrétien de participer à la guerre en Irak. Fort peu de grands médias ont d'ailleurs consacré à ces aspects toute l'attention qu'ils méritent, compte tenu qu'ils déterminent nécessairement l'orientation des recommandations que ces cinq « éminents Canadiens » allaient faire.

2. La présentation détaillée des membres du comité dans le rapport final et ce qui en ressort

La présentation détaillée des membres du Comité Manley que l'on retrouve à l'Annexe 1 de leur rapport vient corriger une partie des carences mentionnées ci-haut. On y énumère bien leur présence sur les conseils d'administration de très nombreuses corporations (voir notre annexe à ce sujet). Or, ce que cela révèle, c'est que plusieurs ont été et sont encore très liés à des compagnies du secteur de l'énergie ou du secteur militaro-sécuritaire, deux secteurs étroitement impliqués dans les pressions en faveur d'un rapprochement avec les politiques étrangère et militaire étasuniennes.

Par ailleurs, certains points sont carrément occultés. Ainsi, la seule chose qui est dite au sujet de la compagnie CAE, dont M. Burney a été PDG, c'est qu'elle est « maintenant le deuxième plus important fournisseur indépendant de matériel de formation des pilotes d'avions commerciaux (notre soulignement) dans le monde ». Or il faut savoir que plus de la moitié du chiffre d'affaires de CAE est de nature militaire ! M. Burney, au lendemain de la décision canadienne de ne pas participer directement à l'invasion de l'Irak, a même déclaré devant la Chambre de commerce du

Montréal métropolitain qu'il en était déçu et contrarié : « La relation du Canada avec les États-Unis est trop importante pour que l'on tergiverse et trop vitale pour un tel détachement (...) Cela aurait été en accord avec nos traditions et nos intérêts (...) La politique et les contrats de défense ne sont jamais trop éloignés ». Voir à ce sujet

http://www.cbc.ca/money/story/2003/03/19/mcewen_030319.html#skip300x250 ;

3. Ce qui n'est pas abordé du tout : le rôle politico-militaire récent des membres du Comité Manley

Ce que l'on ne dit nulle part dans le rapport, c'est que plusieurs des membres du comité ont été au cœur du rapprochement politico-militaire avec les États-Unis après le 11 septembre 2001 et, encore plus, après la décision de Jean Chrétien de ne pas engager le Canada directement dans l'invasion de l'Irak.

MANLEY

- En 2001-2002, à titre de vice-premier ministre et responsable de la sécurité, M. Manley a été le co-signataire (avec son vis-à-vis étasunien, Tom Ridge, directeur du *Department of Homeland Security*) de la Déclaration canado-américaine et du Plan d'action en 30 points sur la frontière intelligente (12 décembre 2001);
- co-président du Groupe de travail indépendant sur l'avenir de l'Amérique du Nord, mis en place par le *U.S. Council on Foreign Relations*, le *Consejo Mexicano de Asuntos Internacionales* et le *Conseil canadien des chefs d'entreprise* (CCCE). En mars 2005, ce groupe de travail recommande « la création d'une communauté économique et de sécurité nord-américaine d'ici 2010 pour faire face aux menaces communes à la sécurité et aux défis de la compétitivité ainsi que pour soutenir l'intérêt des trois pays à l'égard d'un développement à grande échelle »;

PAUL TELLIER

- membre de l'équipe canadienne de négociation ayant pour mandat de régler le différend commercial opposant Ottawa et Washington sur la question du bois d'œuvre;

DEREK BURNEY

- membre de l'équipe canadienne de négociation ayant pour mandat de régler le différend commercial opposant Ottawa et Washington sur la question du bois d'œuvre;
- a fait partie du *Groupe d'action des chefs de direction sur la sécurité et la prospérité nord-américaine*, mis en place par le *Conseil canadien des Chefs d'entreprises* (CCCE) qui a entraîné le gouvernement canadien dans la voie du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP).

Ce dernier point est particulièrement important et mérite un peu plus d'attention :

- ⇒ en janvier 2003, le CCCE a lancé son *Initiative nord-américaine de sécurité et de prospérité*;
- ⇒ en avril 2004, le CCCE a produit un autre document d'orientation intitulé *Nouvelles frontières : Bâtir un partenariat Canada-États-Unis pour le 21e siècle en Amérique du Nord*

À cette époque, MM. Burney et Tellier étaient tous deux très étroitement associés à ces développements, étant tous deux vice-présidents du CCCE. Or les orientations formulées dans ces documents ont été reprises pour l'essentiel dans le nouvel *Énoncé de politique internationale* (EPI) du Canada en 2005 et dans le *Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité*, également signé en 2005.

PAMELA WALLIN :

- 2001 : co-organisatrice, avec John Manley, du rassemblement « Le Canada aime New-York » à N.Y.

Appendice : Liens corporatifs et autres liens pertinents des cinq membres « indépendants » du Comité Manley

JOHN MANLEY

Liens corporatifs : Corporation Nortel Networks, CIBC, Chemin de fer Canadien Pacifique, **Optosecurity Inc. (président du Conseil)**

Autre lien pertinent: en 2004, président du *Comité d'examen de l'Ontario Power Generation Inc* sur l'avenir du réseau énergétique de l'Ontario (également membre : Jake Epp)

JAKE EPP

Liens corporatifs : 1993-2000 : **TransCanada PipeLines** (vice président senior) et **Trans-Canada Pipelines International** (président)

Autres liens pertinents :

- ex-ministre de l'Énergie des Mines et des Ressources du Canada (30 janvier 1989 au 3 janvier 1993); à ce titre, responsable de sociétés de la couronne telles *Atomic Energy of Canada Limited, Petro-Canada, etc.*;
- 2004: membre du *Comité d'examen de l'Ontario Power Generation Inc* sur l'avenir du réseau énergétique de l'Ontario (présidé par John Manley)

PAUL TELLIER

Liens corporatifs : 1992-2002: PDG du CN; 2003-2004: PDG de **Bombardier**; BCE (qui possède une large part des actions de **Trans-Canada Pipelines**); Alcan Inc.; Bell Canada; Canfor Corporation; Télésat Canada; **General Motors du Canada** (conseil consultatif); McCain Foods; Globe Container Terminals (président du conseil)

Autre lien pertinent: 1982-1985: sous-ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources du Canada

DEREK BURNEY

Liens corporatifs : 1993-1999 : PDG de Bell Canada International; 1999-2004 : PDG de **CAE**; 2004-2007 : **Énergie Nouveau-Brunswick** (président du Conseil); **Shell Canada**; CanWest Global (président du Conseil); **Trans-Canada Pipelines**; Québecor World

Autres liens pertinents :

- a participé aux négociations de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, et a agi comme représentant personnel du premier ministre au cours des préparatifs des Sommets du G-7 en 1990, 1991 et 1992;
- 1989-1993 : ambassadeur du Canada aux États-Unis
- Fellow de la *Canadian Defence and Foreign Affairs Institute*

PAMELA WALLIN

Liens corporatifs : **Oilsands Quest Inc.**; CTVglobemedia

Autres liens pertinents :

- Conseillère senior sur les relations canado-étasuniennes auprès du président de la Société des Amériques et du Conseil des Amériques;
- 2002-2006 : Consul-général du Canada à New-York;